



D 2219 • Gt15
1-15 mai 1998

MOTS-CLEFS

Armée
Guérilla
Terrorisme d'État
Guerre sale
Contre-insurrection
Paix
Rôle des Églises

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

**Présentation du rapport rendu public par
Mgr Gerardi deux jours avant son assassinat :
"GUATEMALA : JAMAIS PLUS"**

Mgr Juan Gerardi, responsable du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché de Guatemala, est mort assassiné deux jours après avoir rendu public le 24 avril 1998 le rapport Guatemala : jamais plus dont il fut le coordinateur du côté épiscopal. Ce rapport recense des milliers de cas de violation des droits de l'homme au cours des années de guerre qui ensanglantèrent le Guatemala de 1960 à 1996. Ci-dessous

on trouvera une présentation de ce rapport rédigée par Francisco Alejandro Méndez et parue dans Prensa libre du 27 avril 1998 (Guatemala), auquel nous avons joint un encadré donnant quelques extraits de la présentation que Mgr Gerardi en avait lui-même fait peu de temps auparavant dans la cathédrale métropolitaine.

Le conflit armé intérieur du Guatemala a été une guerre d'extermination dont la plus grande partie des victimes appartenait à la population civile.

Le caractère sanglant de cet affrontement de 36 ans dépasse celui des guerres les plus cruelles de ces derniers temps en Bosnie ou au Rwanda. Ce fait, ainsi que d'autres réalités effrayantes - c'est ainsi que "l'Organisation des Nations unies a dû ouvrir de nouveaux dossiers pour caractériser les tortures et les horreurs inventées dans cette guerre intérieure" - ressortent du rapport du pro-

jet interdiocésain de Récupération de la mémoire historique (REMHI) du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché de Guatemala.

Le rapport *Guatemala : jamais plus* a été présenté le vendredi 24 avril 1998 dans la cathédrale métropolitaine. Le document comporte quatre tomes qui analysent l'impact de la violence sur la société, les mécanismes de l'horreur, l'environnement historique et le cas des victimes du conflit.

Trois années ont été nécessaires pour réaliser cette recherche minutieuse mais en même temps terrifiante où l'on a enregistré plus de 37 000 faits

de violence contre 55 000 victimes.

Une violence endémique

Le Guatemala est un pays dont la violence possède des profondes racines qu'il est nécessaire de mettre au jour pour expliquer la cause d'une guerre intérieure qui a duré 36 ans.

Le conflit armé, commencé en 1960 et terminé avec la signature de la paix en 1996, a exacerbé des contradictions qui ont couvé pendant des siècles : des carences dans des domaines élémentaires comme l'éducation, la santé et l'alimentation, ainsi que des révolutions interrompues.

SOMMAIRE

- > **GUATEMALA : Présentation du rapport rendu public par Mgr Gerardi deux jours avant son assassinat : "Guatemala : jamais plus" (1-4)**
- > **COLOMBIE : La prospection des terres indigènes par des compagnies pétrolières suscite de vives réactions (9-10)**
- > **GUATEMALA : Martyrs de sang maya (5-7)**

Le rapport de la REMHI affirme que le conflit n'a pas eu une cause unique. Au contraire, il s'est agi d'un processus social au cours duquel les tensions se sont accumulées tout au long des années jusqu'à ce qu'elles éclatent.

La décennie 1960 fut celle de l'effervescence sociale. Deux idéologies, la capitaliste et la socialiste, et deux empires, nord-américain et soviétique, se disputaient le monde. Le conflit armé guatémaltèque est né dans le cadre de cette guerre froide.

Le triomphe de la révolution cubaine et ensuite de la révolution sandiniste au Nicaragua ont permis à la gauche guatémaltèque de croire qu'il était possible de transformer le pays par la voie armée, au début des années 80.

Le pays s'est divisé et la lutte l'a entraîné dans une spirale de violence qui n'a pas d'égal dans l'histoire moderne du continent américain. Selon le politologue Edgar Gutiérrez, qui fut le tête et l'âme du travail de la REMHI, il y a trois raisons qui expliquent pourquoi tant de sang a été répandu : l'absence d'équilibre dans le pouvoir des différents acteurs sociaux, les conflits ethniques et la dynamique propre de la destruction.

"La violence est comme un virus, dit Gutiérrez. Elle pénètre tout le corps et se propage à la façon d'une épidémie. Quand elle devient endémique, elle se transforme en irrationalité pure."

Le cycle de la guerre

Les disparitions forcées ouvrent et achèvent le cycle de la guerre. Pour Gutiérrez, l'affrontement armé commence avec la disparition de 32 leaders rebelles en 1966 et s'achève avec celle du guérillero José Cabrera Rodas, alias Mincho, la veille de la signature de la paix, en octobre 1996.

Le document enregistre 3 893 disparitions forcées pendant tout le conflit armé. En dépit des protestations des organisations de familiers des disparus, des pétitions et des recours légaux, on ne sut jamais officiellement le sort des détenus. 715 autres personnes furent détenues illégalement, mais elles réapparurent en vie.

De son côté la guérilla eut recours aux enlèvements pour obtenir de l'argent et des publications dans les journaux.

Elle kidnappa des fonctionnaires, par exemple le vice-président du Congrès, le président de la Cours suprême de justice et le secrétaire de l'information en 1996, et de nombreux chefs d'entreprise.

De même que l'armée a fait disparaître des rebelles au lieu de les arrêter et de les juger par la voie légale, la rébellion s'est procuré des ressources par des séquestrations jusqu'au dernier jour. De fait, la dernière disparition du conflit, celle de Mincho, eut lieu dans le cadre d'un enlèvement, celui de Olga de Novella, par une faction de la guérilla.

L'holocauste

L'affrontement armé a atteint son intensité la plus grande au cours des trois premières années de la décennie 1980. En 1980 et 1981, une partie de la guérilla a cru qu'elle avait la possibilité de prendre le pouvoir. Cette crainte se répandit aussi dans certains secteurs de l'armée. La révolution sandiniste avait triomphé au Nicaragua en juillet 1979, la rébellion pensait pouvoir faire de même. À partir de ce moment, elle tenta de passer d'une guerre populaire prolongée à un soulèvement révolutionnaire généralisé.

En 1980, des colonnes rebelles commencèrent à descendre d'Ixcán et de la zone Ixil vers le sud du Quiché. Ils rencontrèrent divers villages où les gens étaient prêts à prendre les armes. *"Mais les guérilleros n'avaient pas d'armement suffisant ni une véritable structure militaire"*, dit Gutiérrez.

Le rapport signale que lorsque le général Benedicto Lucas, frère du président Romeo Lucas García, observa à partir d'un hélicoptère les premiers soulèvements dans San Martín Jilotepeque, Chimaltenango, il se rendit compte que la force de la guérilla était sociale et non pas militaire. Il décida alors que l'armée devait repenser sa stratégie : il fallait quitter "le poisson pour l'eau", c'est-à-dire oublier les guérilleros et se concentrer sur le peuple.

À la fin de cette année, en octobre 1981, cette idée aboutit au lancement d'une contre-insurrection. En 1982 et 1983, les forces armées détruisirent des villages, en pratiquant la stratégie de la terre brûlée et la militarisation



Mgr Juan Gerardi est mort assassiné à l'âge de 75 ans le 26 avril 1998, deux jours après avoir rendu public le rapport *Guatemala : jamais plus*, présenté ci-contre.

Mgr Gerardi était évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Guatemala et responsable du Bureau des droits de l'homme de cet archevêché depuis 1990. Il était l'évêque coordinateur du projet interdiocésain Récupération de la mémoire historique (REMHI) dans le cadre duquel a été produit le rapport *Guatemala : jamais plus*.

Présentant ce rapport dans la cathédrale métropolitaine le 24 avril dernier, il déclarait : *"Le projet REMHI a été un effort effectué dans le cadre de la pastorale des droits de l'homme, laquelle fait à son tour partie de la pastorale sociale de l'Église : c'est une mission de service de l'homme et de la société. (...)*

Nous voulons contribuer à la construction d'un pays différent. Pour cela, nous recueillons la mémoire du peuple. Ce chemin a été et continue d'être plein de risques, mais la construction du royaume de Dieu comporte des risques et seuls le construisent ceux qui ont la force de les affronter." (Note DIAL)

des populations en distribuant fusils et nourriture.

Les massacres dans la forêt

Le rapport de la REMHI indique que l'armée, pour couper la guérilla de la population civile qui la soutenait, a déclenché une série de massacres qui, selon des estimations des certains militaires, ont frappé 260 000 personnes.

L'objectif était de semer la terreur parmi la population. Les soldats poursuivaient les sympathisants de la guérilla dans la montagne où ils se cachaient, les terrorisaient et les assiégeaient après avoir brûlé leurs maisons et détruit leurs récoltes. Ainsi, ils les forçaient à se rendre et à se regrouper dans des campements spéciaux. La REMHI a enregistré 410 assassinats collectifs, avec destruction de communautés.

Le nombre des victimes des massacres enregistré est de 22 348 personnes, mortes ou disparues. Pour 114 de ces massacres il n'a pas été possible de comptabiliser les morts car les informations ne portaient que sur 296 massacres.

La guérilla a aussi contribué à l'holocauste, bien que de façon moindre. La REMHI a enregistré 12 massacres provoqués par les rebelles. Dans la majorité des cas, les meurtres ont été sélectifs car la rébellion cherchait à éliminer des collaborateurs de l'armée et à leur donner un châtement exemplaire. Cependant, ils s'acharnèrent parfois contre toute la communauté, comme cela s'est produit dans le village de Cacalté, Chajul, Quiché, qui était aux mains de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP). Quand la population ne se soumettait pas, la guérilla la châttait à mort.

Révélation

Une grande partie de l'histoire de ces 36 années sanglantes est méconnue. Elle a été cachée afin que les faits restent impunis. Cependant, la REMHI a éclairé certains de ces mystères.

Tel est le cas par exemple d'Efraín Bámaca, commandant Everardo de l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA)¹. Un témoignage révèle qu'il a été assassiné par un nouveau spécialiste du nom de

1. Cf. DIAL D 1993, 2078 et 2099 (NdT).

LA TERREUR DE LA TORTURE

La torture a été l'une des principales armes de l'État pour lutter contre la rébellion.

Le rapport montre qu'un des objectifs principaux des tourments imposés était de transformer le rebelle en collaborateur.

Dans certains cas la stratégie de la torture incluait un chantage exercé grâce au contrôle effectué sur la famille ou des amis. Le document signale que la victime céda sous la menace d'être assassiné par ses propres coreligionnaires. Parfois les détenus disparus, après avoir subi des tortures, s'intégrèrent aux corps du service de renseignements de l'État. Parmi les cas mentionnés, on trouve celui du guérillero du Front Edgar Ibarra, connu sous le nom de Gallo Giro qui s'est rendu aux autorités pour deux raisons : l'armée avait capturé son frère et sa propre organisation voulait le juger pour indiscipline. Après son incorporation dans les forces armées il se consacra à faciliter la désertion des autres combattants. Plus tard, il fut assassiné par la guérilla. Un autre exemple est celui du dirigeant du Parti guatémaltèque du travail (PGT), Carlos Quinteros, qui devient un collaborateur si efficace des services de renseignements militaires qu'il entraîna la capture de près de 70 de ses anciens camarades.

L'objectif dernier de la torture était de transformer la personnalité du prisonnier. Ces personnes furent soumises à des tourments physiques : coups, décharges électriques, tentatives d'asphyxie et privations des fonctions vitales comme dormir ou manger.

Ils furent soumis à la torture psychologique : perte des repères spatiaux et temporels, périodes de silence absolu interrompues par des périodes de bruit intense préenregistré, de voitures, cris, conversations, musiques.

Un cas emblématique a été celui du jésuite Luis Eduardo Pellecer Faena qui, après être tombé dans les mains de l'armée, s'est montré dans une conférence de presse¹. Il déclara qu'il avait lui-même organisé sa disparition, qu'il était jésuite et qu'il appartenait à l'Armée de guérilla de pauvres (EGP). Le rapport affirme qu'un chirurgien dut refaire le visage de Pellecer Faena, défiguré par la torture. Il a été le bras droit du général Francisco Ortega Menaldo pendant de nombreuses années. Actuellement, il a cessé de travailler pour les forces armées, il s'est marié et vit dans la capitale.

Selon les données du REMHI, 90 % des tortures furent faites sur des hommes. Toutefois, ce chiffre ne comprend pas les violations sexuelles infligées aux femmes. Les témoignages des survivants permettent d'affirmer que pour dix femmes violées, il y avait une enfant.

En ce qui concerne les responsables de la torture, le REMHI signale que 84,53 % des cas sont dus aux forces militaires et paramilitaires de l'État. 7,8 % sont attribués à la guérilla. Pour le reste des cas, les auteurs sont inconnus.

1. Cf. DIAL D 742, 743, 744 et 775 (NdT).

Carrillo, pour faire ses premières armes. Deux autres spécialistes militaires ont participé à l'assassinat : José

Victor Cordero Cardona, alias Yegua et Rodolfo Hernández Maroquín. Le corps du rebelle a été enterré dans

un lieu et la tête dans un autre, "*technique utilisée pour rendre difficile l'identification des victimes*", près du détachement de Santa Ana Berlín de Coatepeque, au bord des plantations de canne, en dessous de Santa Lucía Cotzumalguapa.

Une autre révélation du rapport est que le massacre connu comme celui de Aguacate, a été perpétré par un commando de l'ORPA.

L'assassinat collectif a été précédé de la disparition de trois groupes de personnes. Gutiérrez affirme que le commando rebelle responsable est entré en communication par radio avec le commandement dont il reçut l'autorisation d'exécuter les personnes, car chaque groupe capturé comprenait moins de 10 personnes.

Quand il apparut que le nombre total des victimes dépassait 20, la direction de l'ORPA ordonna une enquête et l'exécution ultérieure du responsable du massacre. Les combattants firent savoir à leur tour qu'ils avaient exécuté l'ordre, mais en réalité il ne fut jamais tué. "*Nous savons seulement qu'il changea de nom et disparut*", déclare Gutiérrez. Ce commando se dissout également et certains de ses membres finirent dans le banditisme.

Les acteurs

La REMHI analyse également le rôle qu'ont joué divers secteurs de la société : "*l'armée, le patronat, les États-Unis, entre autres*", dans le conflit armé intérieur. L'analyse inclue également l'Église catholique elle-même,

ce qui réveillera sans doute une polémique car il y a déjà des critiques qui ont mis en doute l'objectivité du rapport, en argumentant que l'Église est à la fois juge et partie.

Le document explique que durant la guerre tous les secteurs de la société furent partagés et lorsque l'Église voulut jouer un rôle non partisan elle ne le put pas. De fait, une tension existait depuis 1980 entre l'État et l'Église. En deux années à peine, 12 prêtres furent assassinés, le diocèse du Quiché fut fermé et l'évêque Juan Gerardi fut empêché de rentrer au pays².

Au total 20 prêtres furent éliminés. L'armée ne tua pas seulement les prêtres qui étaient engagés dans la guérilla, mais il fallait appliquer la consigne : un curé vu, un curé mort.

La REMHI informe que 15 % des paroisses se trouvèrent sans prêtres car ces derniers furent forcés à fuir.

Pour cicatriser les blessures

Personne ne souhaite que cette histoire recommence et en conséquence la REMHI fait des demandes et des propositions aux différents secteurs de la société. Elle demande à l'Église catholique d'agir pour qu'on arrête de stigmatiser les gens, pour favoriser la convivialité et pour prévenir les formes de violence.

Elle exhorte l'URNG à faire la lumière sur les morts et les disparitions dont elle est responsable dans le conflit armé. De plus, elle lui demande de

2. Cf. DIAL D 647 et 664 (NdT).

donner aux familles les informations sur ce qui s'est passé, de faciliter la recherche et la découverte des victimes afin de mettre un terme à la douleur des survivants et de reconnaître les assassinats de la population civile non combattante.

La REMHI propose également, pour que la paix devienne réelle, que l'on procède à une démilitarisation de la société, ce qui inclut des mesures de démobilisation et des changements dans la structure militaire. Elle insiste sur la disparition de l'École Kaibil et de l'État-major présidentiel car ils furent parmi les principaux corps répressifs et les symboles de l'agression contre les civils.

Et la société doit être attentive, ne pas ignorer la tragédie qu'a représentée la guerre pour des milliers de vies. Il est non seulement urgent d'aider les victimes à se récupérer, mais aussi les auteurs de tant d'horreur. Tous peuvent en venir à souffrir de maladies mentales, continuer à faire de la violence une forme de vie ou conjurer le passé par la consommation de drogues ou d'alcool.

Mais le rapport rappelle spécialement que la construction d'un pays meilleur dépend de tous les citoyens. C'est un défi qu'affrontent tous les Guatémaltèques désireux que règnent enfin la justice, le respect du prochain et la paix.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.